

LA DAME BLANCHE, L'INCIRCONCIS ET LES DIAMANTS NOIRS, les élections sud-africaines d'avril 2009 et la résurgence du discours racial¹

Les élections sud-africaines² du 22 avril 2009 ont confirmé la prédominance du Congrès national africain (ANC) et permis l'accession de Jacob Zuma à la présidence de la République. Elles mirent ainsi fin à une période de transition ouverte par le congrès de Polokwane (décembre 2007), à l'issue duquel Thabo Mbeki, chef de l'État et de l'ANC, avait échoué à se faire reconduire à la tête du parti, avant d'être forcé à quitter la présidence de la République en septembre 2008. Jacob Zuma, contraint d'abandonner la vice-présidence en juin 2005 par suite des accusations de corruption levées contre lui, avait à Polokwane conquis la direction de l'ANC, ce qui en faisait le favori de l'élection devant être organisée au terme du court intérim assuré par Kgalema Motlanthe. Bénéficiant d'un non lieu pour ingérence de l'exécutif dans la poursuite de l'enquête, acquitté dans une autre procès pour viol, il avait mené une campagne dynamique, se présentant comme le candidat du changement, promettant de mettre en œuvre des politiques favorables aux plus démunis, de lutter contre la corruption et de restaurer une démocratie mise à mal par Thabo Mbeki et les siens. Il présenta sa victoire comme une rupture, symboliquement signifiée dans les diverses manières dont il se montra en performance publique : de l'homme d'État digne et pondéré au militant vigoureux chantant et dansant sans réserves, en passant par le traditionaliste polygame à la masculinité assumée. Pourtant, derrière ces mises en scène et en paroles du changement, plus d'un an après son élection, les continuités paraissent très fortes : permanence de l'État, poursuite des politiques économiques adoptées depuis 1996, développement du remodelage de la stratification sociale. Cette contradiction entre les espoirs de transformation entretenus par le discours de rupture et la réalité des continuités engendre des tensions, nourrit des affrontements verbaux dont le discours racial est devenu un élément saillant. Ces tensions et affrontements invitent à revenir sur les motivations du vote en Afrique du Sud pour

¹ Les informations utilisées pour préparer cet article ont en partie été collectées lors de deux missions en Afrique du Sud (avril 2009 et octobre-décembre 2009) financées par le CEAN (Sciences Po Bordeaux), avec des contributions du CERI (Sciences Po Paris) et de l'IFAS (Johannesburg). Je souhaite remercier Julian Sylvester (Idasa, Le Cap) et Suren Pillay (HSRC, Le Cap, et Université du Western Cape) pour les éclairages qu'ils m'ont fournis sur ces élections, ainsi que Rehana Vally (Université de Pretoria), Laurent Fourchard (CEAN, Sciences Po Bordeaux) et Vincent Darracq (CEAN, Sciences Po Bordeaux) qui m'ont aidé à réunir des documents complémentaires.

² Les électeurs sud-africains désignent le même jour, selon un mode de scrutin proportionnel assez compliqué mais aboutissant à une représentation très exacte des forces politiques, leurs députés à l'Assemblée nationale, ainsi que des représentants aux assemblées régionales (qui choisissent chacune dix délégués au National Council of Provinces) ; le président de la République est ensuite élu par l'Assemblée nationale en son sein (voir : February 2009).

s'interroger sur la signification de la résurgence du discours racial dans l'Afrique du Sud des années 2000.

La victoire en déchantant

Le 22 avril 2009, les électeurs sud-africains ont, une fois encore, voté massivement en faveur de l'ANC qui a recueilli 65,9% des suffrages exprimés et obtenu 264 sièges sur 400 à l'Assemblée nationale. Cette victoire, pourtant, n'a pas été perçue comme un véritable succès. Le parti dominant n'a pas atteint la majorité des deux tiers qui lui permettrait de modifier la constitution et, surtout, il a perdu 15 sièges à l'Assemblée nationale et 3,8% des voix au plan national; il n'a amélioré son pourcentage de suffrages exprimés que dans le KwaZulu-Natal et est passé en dessous du seuil des 50% dans le Western Cape. Ces résultats correspondent à un déclin persistant de la part des votes ANC dans l'électorat potentiel (de 53,8% en 1994 à 38,8% en 2009) malgré une légère remontée des inscriptions³, déclin que connaissent également, mais dans une moindre mesure, les partis d'opposition et qui confirme un désintérêt relatif pour les élections, manifesté dans l'augmentation du pourcentage des abstentionnistes en dépit d'un léger redressement en 2009⁴ (Schulz-Herzenberg 2009 : 24). Dans l'absolu, le nombre de votants s'est pourtant accru de 2 millions depuis 2004, soit 11%, et de nombreux jeunes se sont fait inscrire, électorat nouveau que les partis en lice se sont efforcés de séduire⁵. La légère perte d'influence de l'ANC s'est accompagnée d'un effondrement des petits partis qui, tous ensemble, ont recueilli moins de 4% des suffrages exprimés au niveau national (Heÿn 2009, Petlane 2009). En revanche, les voix favorables à l'opposition se sont regroupées autour de deux partis : la Democratic Alliance (DA) et le Congress of the People (Cope), né en novembre-décembre 2008 d'une scission de l'ANC.

Dans ces élections, l'ANC, assuré de la victoire, avait deux objectifs : montrer que l'époque Thabo Mbeki, le temps d'une direction perçue comme hautaine et coupée de la masse de la population, était révolue et capter l'électorat jeune (Butler 2009). Jacob Zuma et ceux qui le soutenaient se sont efforcés de projeter une nouvelle image du parti dominant. Ils avaient eu raison de Thabo Mbeki et promettaient d'engager des politiques nouvelles, plus attentives aux besoins des défavorisés, en parlant le langage du peuple. En outre, ils menèrent une campagne dynamique de porte-à-porte en réunions où brillaient les *ANC babes*, jeunes femmes en short et boléro court, et des militants arborant des T-shirts *Young, Gifted and ANC* ou *ANC rocks*, ornements d'une campagne parfois qualifiée de « bling bling »

³ Les inscrits représentaient, par rapport à l'électorat potentiel : 80,4% en 1999; 75,4% en 2004; 77,4% en 2009.

⁴ Proportion des abstentionnistes par rapport à l'électorat potentiel, 1994 : 14% ; 2009 : 40,2%, 2009 : 42,2%.

⁵ Les 20-29 ans, nés durant la toute dernière décennie de l'apartheid, représentent 29,53% de la population et près de la moitié (49,28%) de l'électorat potentiel estimé ; quant aux 20-24 ans, qui ont, pour l'essentiel, grandi après la fin de l'apartheid et dont on peut penser qu'ils ont des représentations de la société sud-africaine sensiblement différentes de celles de leurs aînés, ils constituent déjà 16,75% de l'électorat potentiel estimé.

dont sa vedette donna le ton en affirmant : « *ANC is cool and it rocks* »⁶. Plus discrètement des dirigeants ANC s'employaient à rassurer les milieux d'affaires que la présence de la centrale syndicale COSATU et du Parti communiste (SACP) dans la coalition soutenant Jacob Zuma pouvait effrayer.

Pour se renforcer, la DA devait aussi se montrer sous un nouveau jour. Héritière d'un libéralisme anti-apartheid essentiellement blanc⁷ et surtout anglophone, elle avait réussi à regrouper une grande partie de l'électorat blanc (anglophone et afrikaansophone) en absorbant les vestiges du Parti national (NP) et de son avatar, le Nouveau parti national (NNP). Pugnace, frôlant l'insinuation raciste⁸, sous la houlette de Tony Leon, elle avait en 2007 porté à sa direction Helen Zille, une femme d'origine allemande, ancienne militante du mouvement anti-apartheid Black Sash dans les années 1980. Éluë maire du Cap en 2006, elle opta pour une stratégie de consolidation électorale à partir de la province du Western Cape où la DA avait obtenu ses meilleurs résultats en 2004. Arguant de l'efficacité de sa gestion au Cap, prononçant ses discours en anglais, en Afrikaans mais aussi en isiXhosa, elle réussit à rendre son parti un peu plus acceptable aux yeux des Africains, sans fissurer son socle électorat blanc. De fait, même si en 2009 la DA a étendu son influence dans toutes les provinces (sauf le Limpopo), c'est bien dans le Western Cape qu'elle a progressé le plus, grâce notamment au suffrages de nombreux *coloureds* qui avaient précédemment voté pour le NP, le NNP, puis pour l'ANC⁹ qui les avait déçus, et au retour vers les urnes de blancs qui s'étaient abstenus en 2004 (Daniel, Southall 2009 ; Jolobe 2009).

La véritable inconnue de ces élections était le Cope. Lancé par des partisans de Thabo Mbeki, après que celui-ci a été évincé de la présidence de la République, emmené par d'anciens militants de l'ANC au passé anti-apartheid indiscutable, comme Mbhazima Shilowa (ancien syndicaliste) et Mosiuoa « Terror » Lekota (militant du Front démocratique uni, UDF, emprisonné à Robben Island), il semblait pouvoir attirer tous les déçus de l'ANC et, plus largement, ceux qui avaient glissé dans l'abstention en 1999 et 2004. Les premiers sondages lui donnèrent quelques espoirs que les élections ne confirmeront pas pleinement. Après une campagne terne, sans grands moyens et handicapée par la nomination d'un candidat présidentiel à l'intégrité inattaquable mais peu connu, l'ancien évêque méthodiste Mvume Dandala, le Cope recueillit 7,4% des suffrages exprimés nationalement et devint l'opposition officielle dans 5 provinces. D'anciens électeurs de l'ANC

⁶ DU PLESSIS (Carien), KGOSANA (Caiphus), SAPA, « Countdown to the elections », *Cape Times* 20 avril 2009 : 1, 5.

⁷ Les pesanteurs historiques qui continuent de tramer les représentations de la société sud-africaine contraignent à employer encore les catégories pseudo-raciales instituées pendant l'apartheid, sans que cela implique, bien évidemment de leur attribuer la moindre réalité essentielle. En suivant l'usage désormais courant en Afrique du Sud, j'utiliserai donc « Africains » pour désigner les Africains noirs de langue bantoue, « blancs » pour les descendants d'Européens anglophones ou afrikaansophones, *coloureds* pour les descendants d'esclaves et de personnes issues de divers mélanges, que le Français « métis » traduit maladroitement, et « Indiens » pour les descendants de travailleurs engagés ou de commerçants venus du sous-continent indien dans la seconde moitié du 19^{ème} siècle.

⁸ Son slogan de campagne en 1999 était *Fight Back !*, et fut souvent compris *Fight Black !*

⁹ Et même, affirme Helen Zille, de certaines communautés africaines rurales du Western Cape (BOYLE, Brendan, « Zille under siege », *Sunday Times* 3 mai 2009 : 10).

(notamment dans quelques grands *townships* africains), mais aussi de l'United Democratic Movement (UDM), et d'anciens abstentionnistes ont effectivement constitué la plus grande part de son électorat, mais il n'a pu ni affaiblir considérablement l'ANC, ni enrayer la progression de la DA. Le Cope a néanmoins introduit des changements notables dans la vie politique sud-africaine : il a fait peser sur l'ANC une menace suffisante pour que le parti dominant doive entreprendre une campagne plus énergique et il a offert une option à ceux qui ne voulaient plus voter pour l'ANC mais ne pouvaient se résoudre à soutenir la DA (Booyesen 2009 ; Cherry 2009 ; Daniel, Southall 2009).

Enfin, les élections de 2009 ont confirmé la perte d'influence de l'Inkatha Freedom Party (IFP) de Mangosothu Buthelezi, à la fois au niveau national et dans le KwaZulu-Natal. Affirmant toujours un particularisme zoulou mais réorganisé, réunissant des ruraux et des urbains, des chefs traditionnels et des intellectuels, plus critique de l'ANC que précédemment, il n'a pu stopper son hémorragie électorale, même dans le KwaZulu-Natal dont il contrôlait de larges secteurs et où il cède du terrain à l'ANC. L'IFP semble désormais condamné à rejoindre la nébuleuse évanescence des petits partis (Francis 2009) .

Au total, l'ANC a bénéficié d'une bonne répartition nationale de ses suffrages (à l'exception du Western Cape) ; il obtient ses meilleurs résultats dans des régions pauvres et rurales, où les minorités sont peu présentes¹⁰. Les grands partis d'opposition, DA et COPE, réussissent, en revanche, dans les provinces les plus riches (Western Cape et Gauteng) et font des scores non négligeables dans des provinces relativement peu peuplées où habitent de fortes de minorités (le Northern Cape et le Free State). L'IFP continue de s'affaiblir et les petits partis ne pèsent plus grand chose.

Des motivations plurielles

Les résultats des élections sud-africaines ne se sont jamais prêtés à des interprétations en termes « ethniques ». S'il existe effectivement dans certaines régions des concentrations de personnes parlant la même langue et éprouvant des sentiments d'appartenance commune, notamment là où avaient été instaurés des bantoustans, le poids des mélanges urbains, les contacts provoqués par les migrations et l'idéologie des mouvements de libération nationale ont empêché que se constituent des forces politiques exclusivement basées sur des groupes homogènes¹¹. Dans les quelques provinces où l'éventualité d'un vote ethnique a été envisagée, les résultats de 2009 ont confirmé la non-pertinence de cette explication.

Certains analystes avaient ainsi pensé que le Cope, héritier d'une supposée faction xhosa (Nelson Mandela, Thabo Mbeki) dans l'ANC recueillerait de nombreux

¹⁰ 85,5% dans le Mpumalanga, 84,88% dans le Limpopo et 72,89% dans le North West ; soient trois des quatre provinces les plus pauvres (avec l'Eastern Cape), trois provinces où le taux d'alphabétisation des adultes est le plus faible.

¹¹ Même l'IFP n'a jamais réussi à rassembler tous les Zoulous, dont beaucoup ont soutenu l'ANC, et a toujours compté dans ses rangs un petit nombre de représentants d'autres groupes.

suffrages dans l'Eastern Cape, ce qui n'a pas été le cas. En réalité, le Cope s'est révélé comme le parti qui représentait le mieux la diversité sud-africaine : ses partisans se rencontrent dans toutes les régions, tous les groupes « raciaux » et toutes les couches sociales ; nombre de ses électeurs proviennent de communautés pauvres, surtout urbaines, connaissant des taux de chômage élevés (Booyesen 2009 ; Cherry 2009 ; Schulz-Herzenberg 2009).

La situation au KwaZulu-Natal pouvait sembler plus ambiguë. L'IFP y est solidement implanté et a voulu jouer le rôle d'un porte-parole de la culture zouloue, mais l'ANC en contrôlait certains secteurs et présentait cette fois avec Jacob Zuma un candidat originaire de la province. S'il ne fait aucun doute que la personnalité de ce dernier a pesé dans le succès obtenu par l'ANC au KwaZulu-Natal, puisque c'est dans cette seule région que le nombre de ses voix a augmenté, ce n'est probablement pas, ou pas seulement, sa « zoulouitude » qui a motivé ses électeurs. L'ANC a d'abord profité d'une participation électorale plus importante pour se renforcer dans les zones où il était déjà bien implanté ; il n'a guère progressé dans les fiefs IFP (Francis 2009 : 160). En outre, au KwaZulu-Natal, Jacob Zuma est d'abord perçu comme un pacificateur, celui qui est parvenu à mettre fin à une guerre civile tragique, celui qui a réuni les frères ennemis. Enfin, la campagne de l'ANC a été extrêmement efficace, mobilisant les ressources des militants, qui ont déployé une forte activité sur le terrain, mais aussi de l'État, afin de démontrer sa capacité à fournir les services essentiels¹². Tant et si bien que « [...] même si l'ANC avait présenté au autre candidat à la présidence, il est probable que sa majorité se serait accrue au KwaZulu-Natal [...] » (Daniel, Southall 2009 : 236).

Le Western Cape présente un profil démographique singulier : la majorité de la population, et par conséquent des électeurs, appartient à la catégorie *coloured* ; les blancs sont deux fois plus nombreux que dans l'ensemble de l'Afrique du Sud et les Africains ne comptent que pour un gros quart des habitants de la province¹³. C'est en partie sur ces données qu'a été élaborée la stratégie de la DA visant à la conquête de la province. De fait, l'accroissement du nombre de ses suffrages est venue surtout des électors blancs et *coloureds* du Western Cape, et elle n'est guère parvenue à percer dans les communautés africaines. D'une certaine manière, le vote DA pourrait donc apparaître comme un vote « ethnique », mais émanant de groupes que rien ne permet de qualifier d'« ethniques »... En réalité, les résultats du Western Cape sont dus à l'imbrication de deux facteurs principaux. Le bilan de l'ANC y était désastreux : le parti, divisé, s'est montré inefficace lorsqu'il y a accédé à la municipalité du Cap et au gouvernement de la province. Même dirigé par un *coloured*, Ebrahim Rasool, de 2004 à 2008, l'exécutif provincial du Western Cape n'a pas convaincu les électeurs *coloureds*, prudemment ralliés à l'ANC en 1999 et en 2004, qu'il était disposé à prendre en compte leurs attentes. L'éviction d'Ebrahim Rasool suite à de luttes factionnelles internes à l'ANC du Western Cape a encore

¹² TOLSI (Niren), « How the IFP lost Zululand to Zuluboy », *Mail & Guardian* 1er mai 2009: 19.

¹³ Selon les chiffres du recensement de 2001, les *coloureds* constituent 53,9% de la province du Western Cape; les Africains, 26,7% ; les blancs, 18,4% ; les Indiens : 1 % ; ces proportions ont pu évoluer légèrement au cours des années 2000 sans que les équilibres généraux n'en soient modifiés (STATISTICS SOUTH AFRICA, *Provincial Profile 2004, Western Cape*, Pretoria, Statistics South Africa, 2006 : 5).

accru la désaffection des électeurs *coloureds* à l'endroit du parti dominant, désaffection que celle qui lui succéda, Lynne Brown, *coloured* également, ne parvint pas à contrebattre. À ce constat, il faut ajouter que le vote des *coloureds* est particulièrement fluide. Basé sur une appréciation de la performance des autorités, de leur capacité à répondre à leurs aspirations, il est sous-tendu par une évaluation concrète de la qualité des services locaux (*service delivery*) et de la facilité d'accès aux élus. Majoritairement favorable au NP en 1994, il s'était progressivement reporté sur l'ANC mais, déçu de ce côté, non convaincu par des Démocrates indépendants (ID) déclinants et attiré par les promesses de la DA, il a en 2009 largement soutenu les candidats emmenés par Helen Zille, sans toutefois que l'on puisse parler d'un vote communautaire : nombre d'électeurs *coloureds* sont restés fidèles à l'ANC, ont voté Cope, ou se sont abstenus (Butler 2009 : 71-75 ; Jolobe 2009 ; Schulz-Herzenberg 2009 : 44).

Seuls quelques micro-partis puisent leurs électeurs dans un seul groupe de population : le Freedom Front+ (FF+) chez les blancs conservateurs afrikaansophones ; les ID chez les *coloureds* du Western Cape ; le Minority Front (MF) chez des Indiens d'une minuscule zone du KwaZulu-Natal (Chatsworth) ; l'United Christian Democratic Party de Lucas Mangope, parmi les nostalgiques du Bophutatswana, bantoustan qu'il présida autrefois ; et l'UDM qui a vu s'éroder encore sa base de soutien dans l'Eastern Cape xhosa (Heÿn 2009 ; Petlane 2009). Mais aucune de ces formations ne réunit une proportion significative d'un ensemble linguistique ou régional et, à elles toutes, elles n'ont attiré en 2009 que 3,22% du total des suffrages; elle sont donc, à tous points de vue, marginales.

Si l'hypothèse de votes ethniques n'a guère de valeur pour l'Afrique du Sud, les théories du « recensement racial » ont, elles, été abondamment convoquées pour y analyser les élections¹⁴. Elles ont été vivement critiquées¹⁵ et souffrent d'un défaut majeur : ne s'intéresser qu'à un seul facteur possible de motivation sans saisir la l'enchevêtrement des raisons qui façonnent les comportements électoraux. Si les élections sont saisies comme un « recensement racial », les électeurs sont considérés comme prisonniers des catégories définies au cours du 20^{ème} siècle et incapables de changer, d'évaluer les situations pour se projeter dans l'avenir, de se laisser prendre par les promesses et les styles des candidats en compétition. Dans cette perspective, les efforts déployés par les partis pour élargir leur électorat n'auraient pas lieu d'être. En réalité, tout montre que, si les classifications raciales pèsent encore dans les comportements électoraux, elles ne le font que par la médiation d'autres facteurs qui sont d'abord le positionnement par rapport à des enjeux sociaux, économiques (Eldridge, Seeking 1996 : 518 ; Ramutsindela 2002 : 49-55) et moraux à quoi s'ajoutent les représentations que les citoyens se font des partis. En Afrique du Sud, ce sont en premier lieu l'espérance d'amélioration des conditions de vie et l'adhésion à des politiques précises qui motivent le vote (Ramutsindela 2002 : 56-57).

¹⁴ Ces théories sont exposées ou utilisées, notamment dans : Friedman 2004, 2005 ; Guelke 1996; Johnson, Schlemmer eds. 1996 ; Horowitz 1985; Reynolds ed. 1994, 1999.

¹⁵ Voir, entre autres : Ferree 2006 ; Southall 2009 : 19 ; Ramutsindela 2002 ; Naidu 2006.

Mais l'espoir se construit sur l'évaluation des réalisations accomplies, ou non, par le gouvernement, évaluation dont les conséquences pouvaient en 2009 être divergentes puisque l'appréciation des politiques portait sur la période Mbeki et que l'ANC se présentait comme un parti de changement très critique de la gestion de l'ancien président ; tout comme, bien que d'une autre manière, la DA. De fait, le mécontentement qui n'avait cessé de croître à l'endroit du gouvernement Mbeki¹⁶ ne s'est pas seulement traduit par un soutien massif à Jacob Zuma ou par un report sur l'opposition mais a contribué à renforcer la tendance à l'indépendance des électeurs, à grossier les rangs de ceux qui se décident en dehors de tout soutien global et durable à une formation (Ferree 2006 : 812 ; Schulz-Herzenberg 2009 : 32-35 ; Sylvester 2009). Cet électorat flottant a pu, dans les années 1990, représenter jusqu'à la moitié des électeurs africains (Ferree 2006 : 808) et tout montre¹⁷ qu'il est en accroissement constant, d'autant plus qu'il faut y inclure une bonne partie des électeurs *coloureds* du Western Cape. Comme partout, le niveau de revenu est une variable importante : les plus riches ont tendance à soutenir la DA, les plus pauvres, l'ANC ; les premiers sont en majorité blancs, les seconds, Africains ; ici le revenu est indémêlable de la « race », d'autant plus que 25% des Africains n'ont pas voté pour l'ANC et que nombre de citoyens aisés, toutes catégories confondues, ont choisi le Cope (Sylvester 2009 : 6). Enfin, les idées que les électeurs se font des partis en termes d'inclusivité (capacité à représenter tous les groupes) ou d'exclusivité (représentation d'un seul groupe) comptent pour beaucoup, ces images de partis combinant, pour des raisons historiques évidentes, le « racial » et le social et se remodelant en fonction de l'évaluation des politiques (Ferree 2006 : 813-814 ; Schulz-Herzenberg 2009 : 35-38 ; Sylvester 2009).

Les Sud-africains privilégient les partis qu'ils jugent inclusifs et, de ce point de vue, l'ANC bénéficie toujours d'une image positive (non-raciale, représentant la majorité africaine et pauvre) nimbée de la légitimité historique édifée dans la lutte anti-apartheid mais elle s'est probablement ternie depuis la fin des années 1990. Aux yeux de certains (notamment chez des Africains), l'ANC est devenu un refuge pour les riches ; la restructuration de la classe ouvrière, le chômage et l'incapacité du gouvernement à combattre la précarité de plus en plus grande que connaissent les travailleurs nourrissent une représentation de l'ANC comme parti des privilégiés¹⁸. Pour les mêmes, et pour d'autres (notamment chez les *coloureds*), il n'est plus la « maison ouverte à tous » mais une formation pour les Africains¹⁹. La

¹⁶ Des enquêtes ont enregistré la baisse de la satisfaction à l'égard des performances gouvernementales : la satisfaction à l'égard de la présidence a diminué entre 2006 et 2008 de 22% ; à l'égard du gouvernement national, de 18% ; à l'égard des partis politiques, de 13% ; enfin, 60% (52% chez les Africains) des interrogés considèrent que le gouvernement ne s'intéresse pas aux « gens comme eux » (Hofmeyr 2008 : 16-20).

¹⁷ Un autre signe en est la multiplication des votes différents au niveau national et au niveau régional. Dans le KwaZulu-Natal, l'ANC a recueilli plus de votes nationaux que régionaux, l'IFP plus de votes régionaux que nationaux ; dans le Western Cape, la DA a obtenu plus de votes régionaux que nationaux (Daniel, Southall 2009 : 243)

¹⁸ Justin Sylvester, cité dans : AUGUST (Tyrone), "The reasons people vote the way they do", *Cape Times* 5 novembre 2009.

¹⁹ Si la direction de l'ANC demeure mélangée, sa base et son électorat sont de plus en plus exclusivement africains ; les partisans noirs et *coloureds* de la DA sont maintenant proportionnellement plus nombreux que les partisans non-africains de l'ANC.

jeunesse du Cope ne lui a pas permis de stabiliser une représentation forte mais, en 2009, il était le plus souvent perçu comme inclusif, à la fois du point de vue racial et du point de vue social. La DA, en revanche, n'est pas parvenue à se défaire de son image de parti blanc, ou plus précisément de parti non-africain dirigé par des blancs, et l'ardeur de ses attaques contre la corruption et l'autoritarisme demeure souvent entendue comme agressivité raciste (Sylvester 2009 : 8).

Au total, les élections de 2009 confirment que le facteur « race » ne peut être considéré isolément (Ferree 2006 : 805), qu'il entre dans un complexe de motivations par la médiation de l'évaluation des politiques, de l'insertion dans les réseaux (souvent clientélistes) de distribution des aides sociales²⁰, du revenu, des aspirations et des représentations des formations en lice. L'intrication croissante des raisons du vote explique l'amplification de la fluidité des comportements électoraux, la disposition des électeurs à se déprendre d'une longue identification partisane passée, y compris à l'ANC (Daniel 2009 : 271 ; Sylvester 2009).

Babouins, kaffirs, stupides salopes et messies blancs

Jacob Zuma, président de l'ANC et président de la République sud-africaine tient un discours très clairement non-racial. Il se présente comme le véritable continuateur de Nelson Mandela et s'est montré particulièrement attentif aux Afrikaners, qu'il a déclaré être « les seuls véritables blancs sud-africains »²¹. Pourtant, depuis qu'il a entrepris de s'emparer de la direction de l'ANC, en 2007, le discours et les invectives raciaux ont coloré de plus en plus lourdement les débats publics. Il n'avaient, à vrai dire, jamais disparu de la sphère privée. Entre eux, certains blancs parlaient de « babouins » à propos des Africains ; des *coloureds*, de « kaffirs » ; et beaucoup d'Africains pensaient que les blancs étaient racistes. Quelques incidents²² avaient laissé sentir que les tensions raciales étaient loin de s'être évanouies dans un arc-en-ciel de vérité et de réconciliation. En 1995 les imputations de falsification de *curriculum vitae* portées contre William Makgoba, vice-chancelier adjoint de l'université du Witwatersrand avait éveillé un soupçon de cabale raciste. A quoi, l'accusé devenu vice-chancelier de l'Université du KwaZulu-Natal répondit quelques années plus tard en suggérant que certains blancs se comportaient comme un groupe de « babouins mâles détrônés » et n'acceptaient pas que les Africains puissent désormais être dominants²³. En 2002 le populaire, et controversé, compositeur de *Sarafina*, Mbongeni Ngema, avait publié une chanson jugée hostile aux Indiens²⁴. Le 14 janvier 2008, un jeune blanc, au cerveau, dit-on,

²⁰ Ce facteur joue un rôle très important dans l'évolution du vote coloured dans le Western Cape et il a sans doute été décisif dans la perte d'influence de l'IFP au KwaZulu-Natal.

²¹ GUMEDE (William), « The power of the poor », *Mail & Guardian* 24 avril 2009 : 8. Il a d'ailleurs nommé l'un d'entre eux, Pieter Mulder, dirigeant du FF+, secrétaire d'État à l'agriculture.

²² Ceux qui sont mentionnés ci-dessous ne constituent en aucun cas une liste exhaustive ; en 2000 Thabo Mbeki s'alarmait du racisme ordinaire qui sévissait toujours (<http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/595788.stm>; téléchargé le 29/07/2010).

²³ Voir : Mangcu 2009 : 86 et <http://www.mg.co.za/article/2005-03-25-wrath-of-dethroned-white-males>; téléchargé le 29/07/2010.

²⁴ http://www.iol.co.za/index.php?sf=143&set_id=9&click_id=102&art_id=qw1024038000971C432; téléchargé le 29/07/2011.

lavé de racisme s'emparait du fusil de son père, se rendait dans le township de Skierlik (dans le North West), y tuait 4 personnes et en blessait huit autres²⁵. L'affrontement entre factions de l'ANC du Western Cape a pris dans les années 2000 une dimension raciale ; son responsable des élections, Chris Nissen dut reconnaître que certains dirigeants considéraient qu'il n'était nul besoin de s'intéresser aux électeurs *coloureds* parce qu'il y aurait assez d'électeurs africains pour l'emporter et que l'ANC n'avait pas fait assez pour effacer les barrières raciales entre les *coloureds* et les Africains²⁶.

Ces incidents se sont multipliés après les élections. En octobre 2009, on apprend que quatre étudiants blancs de l'université du Free State (UFS) ont contraints des employés africains à se mettre à quatre pattes pour laper de la nourriture dans laquelle ils avaient uriné, scène qu'ils ont filmée en vidéo. Les condamnations sont unanimes, mais le recteur (*coloured*) de l'université, Jonathan Jansen, relance la polémique quand il proclame son intention de réintégrer les étudiants dans un esprit de pardon et de réconciliation. Le directeur de la communication au ministère de l'Enseignement supérieur et de la formation, Ranjeni Munusamy constate : « Nous avons beaucoup à apprendre de cette sale histoire. Quoique nous en ayons, le racisme et la discrimination, sous diverses formes, sont partout [...] Oui, il nous faut arrêter de rendre l'apartheid responsable de tous nos maux sociaux, mais nous devons aussi reconnaître que son héritage est omniprésent, jusque dans le miroir [qui nous renvoie notre image]. »²⁷ Le scandale de l'UFS agit comme un révélateur des tensions qui continuent de tramer la société sud-africaine²⁸. L'insulte à connotation raciale voire ouvertement raciste réapparaît dans le discours politique public. Si les attaques portées contre Kader Asmal, ancien ministre sous Nelson Mandela, parlent d'un « fou furieux » sans mentionner la « race », l'accusation de « chauvinisme politique aveuglant » dirigée contre un ancien dirigeant de l'ANC ne peut guère se référer qu'à son origine (indienne)²⁹. Le speaker (DA) de l'assemblée du Western Cape est moins équivoque lorsqu'il émet le souhait que les « trop nombreuses femmes noires » des services de la législature soient remplacées par des « boers » (blancs afrikaansophones)³⁰, tout comme le

²⁵ <http://www.sowetanlive.co.za/sowetan/archive/2009/01/19/skierlik-remembers-the-victims-of-a-massacre> ; « Johan Nel a 'young, brainwashed racist' », <http://www.mg.co.za/article/2008-01-26-johan-nel-a-young-brainwashed-racist>; téléchargés le 09/08/2010.

²⁶ AUGUST (Tyrone), « ANC alienated coloured voters, says DA », *Cape Times* 5 novembre 2009.

²⁷ « More than just naughty boys », <http://www.mg.co.za/article/2010-08-07-more-than-just-naughty-boys>; téléchargé le 10/08/2010]; sur l'affaire de l'UFS, voir: MACFARLANE (David), « Free State joins the new SA », *Mail & Guardian* 23 octobre 2009 : 12; MACFARLANE (David), DIBETIE (Monako), « Reitz video "won a prize" », *Mail & Guardian* 30 octobre 2009: 9 ; ISAACSON (Maureen), « How Jansen missed the moment », *The Sunday Independent* 25 octobre 2009 : 5.

²⁸ Presque en même temps d'ouvre un procès en incitation à la haine raciale à la suite de la publication d'un enregistrement de l'hymne national « remixé », dans lequel on entend « Nelson Mandela est un kaffir » (« Court appearance over CD that insults Mandela », *The Star* 28 octobre 2009 : 1)

²⁹ Voir : « A whirlwind of hate speech... », *Sunday Times* 1^{er} novembre 2009 : 10 (éditorial); LESHILLO (Thabo), « Let's not shoot our mouths off », *Sowetan* 30 octobre 2009 : 13; MBALULA (Fikile), « Asmal's attack on ANC smacks of double standards, chauvinism », *The Sunday Independent* 1^{er} novembre 2009: 4.

³⁰ HARTLEY (Aziz), « Speaker Shahid Esau apologises for "racist" threat over staffers at legislature », *Cape Times* 3 novembre 2009: 1, 3.

dirigeant de la jeunesse du Cope lorsqu'il traite la secrétaire générale adjointe de son parti de « stupide salope blanche qui fait de la figuration » (*stupid, token white bitch*)³¹. Une série de controverses met en cause des dirigeants d'entreprises nationales, notamment de la compagnie électrique Eskom, et des juges : on se rend compte alors que l'évaluation de la compétence et de l'intégrité des hommes fait de plus en plus souvent l'objet d'une interprétation raciale³². La question est également posée à propos de la formation par Helen Zille du gouvernement provincial du Cap : elle y nomme six blancs, trois *coloureds* et un Africain, tous des hommes, en invoquant un principe de « capacité à atteindre les objectifs » (*fitness for purpose*)³³ qu'elle privilégie à la représentation des groupes de population. S'en suit un débat nourri à propos du racisme qui infecterait, ou non, Le Cap et le Western Cape, qui serait, s'il était avéré, à la fois la raison du succès de la DA et le résultat de ses actions³⁴.

La résurgence des arguments raciaux s'affirme encore plus bruyamment lorsque la ligue de jeunesse de l'ANC (ANCYL) entreprend une campagne pour la nationalisation des mines. Le secrétaire général adjoint du SACP, Jeremy Cronin, la juge inopportune et y voit surtout une stratégie pour « renflouer le capital privé endetté, en particulier les intérêts du BEE³⁵ dans les mines. » Ce à quoi, Justus Malema, président de l'ANCYL rétorque : « Il est triste de constater que ceux qui nous ressemblent étaient naguère considérés comme intellectuellement inférieurs par les hérauts de la suprématie blanche et qu'aujourd'hui le camarade Jeremy reflète le même sentiment [...] Nous n'avons pas besoin de la permission des messies politiques blancs pour penser. »³⁶ La revendication de l'ANCYL est soutenue par une organisation de dirigeants d'entreprise africains, le Black Management Forum ; le SACP et sa ligue de jeunesse³⁷ s'y opposent; Jacob Zuma et la direction de l'ANC tergiversent. Le débat s'enflamme, se prolonge à propos de la réforme foncière qui

³¹ KGOSANA (Caiphus), "Mda hearing "is news" to complainant", *Argus* 20 novembre 2009: 5.

³² Voir : FEBRUARY (Judith), "The Eskom debacle marked an important shift in the discourse about race", *Cape Times* 19 novembre 2009: 11.

³³ MAKINANA (Andisiwe), JOHNS (Lynette), "Zille under fire over gender race imbalances in her cabinet", *Pretoria News Week End* 9 mai 2009: 2.

³⁴ Voir, entre autres: AUGUST (Tyrone), « Examining the racial factor in local politics », *Cape Times*, 4 novembre 2009, « ANC alienated coloured voters, says DA », *Cape Times* 5 novembre 2009, "The reasons people vote the way they do", *Cape Times* 5 novembre 2009 ; ZILLE (Helen), "'Racist Cape Town" an ANC propaganda myth", *Cape Times* 3 novembre 2009: 9 ; MDLADLANA (Membathisi), "Western Cape Premier cannot see the bigger picture from behind the lagger", *Cape Times* 9 novembre 2009.

³⁵ BEE (Black Economic Empowerment : soutien à l'accès des noirs au pouvoir économique) désigne une série de mesures adoptées à partir de 2003 qui visent à favoriser la création d'entreprises dirigées par des noirs, l'accroissement de la proportion de noirs parmi les dirigeants d'entreprise et les cadres, la formation des travailleurs noirs ; elles comprennent des grilles d'évaluation des entreprises prenant en compte leurs performances de ces points de vue, l'évaluation globale d'une compagnie étant prise en compte dans la passation des marchés publics. Le sigle BEE est souvent utilisé pour désigner des entreprises « noires » ayant bénéficié de ces mesures. Black désigne ici l'ensemble des groupes qui ont été victimes de l'apartheid (Africains, *coloureds*, Indiens et Chinois).

³⁶ « Should we nationalise the mines ? », *Week End Argus* 21 novembre 2009: 25.

³⁷ Qui chante "Ce chien Malema nous manqué de respect" ; NGALWA (Sibusiso), MBANJWA (Xolani), « Malema booed by SACP », *Cape Times* 11 décembre 2009 : 1.

progresses trop lentement³⁸. Justus Malema apparaît encore sur le devant de la scène lorsqu'il reprend une chanson dont l'un des leitmotivs est : « Tuez les boers » en prétendant qu'il s'agit d'un vieux chant de libération³⁹. Son interdiction pour incitation à la haine raciale suscite des protestations de la Cosatu et de l'ANC, au nom de la « culture » et de l'histoire de l'Afrique du Sud, le président Zuma jugeant, de son côté, que la controverse est un signe que le pays ne parvient pas encore à faire face à son passé⁴⁰. L'assassinat de l'extrémiste Eugene Terre'Blanche le 3 avril 2010, à la suite d'une querelle entre employeur et employés, ne pouvait, dans ce contexte, qu'être vu par bien des blancs comme une manifestation de racisme, aiguisé par la chanson de Justus Malema⁴¹.

Dans toutes ces polémiques, Julius Malema apparaît au premier plan. Né en 1981, militant, paraît-il, dès l'âge de neuf ans, il fut élu président de l'ANCYL en 2001 à l'issue d'un congrès très agité. Il se range derrière Jacob Zuma, contre Thabo Mbeki, le soutient au fil de ses tribulations judiciaires et intervient activement dans la campagne électorale de 2009 (DuPreez, Rossouw 2009). Il s'impose rapidement par son verbe enflammé, voire brutal et défend l'idée qu'il ne faut pas hésiter à débattre ouvertement des questions de race : « Ceux qui nous ont opprimés, dit-il, ne participent en rien à ce qui est d'importance nationale », on leur a appris « qu'un noir est un criminel, un meurtrier potentiel [...] Rien n'a changé dans l'économie sud-africaine et elle restera dominée par des hommes blancs tant que nous n'auront pas adopté une position radicale en vue de sa transformation. »⁴² Une de ses cibles privilégiées est, évidemment, Helen Zille qui incarne et défend à ses yeux les privilèges blancs. Elle représente, dit-il, « le système de l'apartheid », c'est une « colonialiste », une « impérialiste », une « raciste », « qui ressemble à un agent de l'apartheid » et elle entend faire du Western Cape « une province réservée aux blancs » (DuPreez, Rossouw 2009 : 102, 105, 111, 113, 116). L'opposition politique dirigée par une femme blanche est ainsi assimilée au passé de l'oppression raciale

³⁸ "Malema: 'Without land, voting means nothing'" (<http://www.mg.co.za/article/2010-04-18-malema-without-land-voting-means-nothing>; téléchargé le 27/04/2010).

³⁹ Il semble difficile d'en trouver trace dans le répertoire des chants de libération de l'ANC. Ses paroles peuvent être rapprochées de "We will shoot them with cannons" (Nous les abattons avec des canons) (Gilbert 2008: 161) ou encore de "This year we are prepared to stab the Boers / with MK..." (Cette année, nous sommes prêts à poignarder les Boers avec Umkhonto we Sizwe [la branche armée de l'ANC, en abrégé: MK]) (Gilbert 2008: 174-175). Mais elles évoquent surtout un slogan adopté par le Pan Africanist Congress (PAC) dans les années 1990 : « One settler, one bullet » (un colon, une balle), reformulé en 1993 par le dirigeant de l'ANCYL, Peter Mokaba, en : « Kill the Boer, kill the farmer » (Tuez le boer, tuez le fermier) (« Who really is attempting to rewrite history ? », <http://www.leadershiponline.co.za/articles/politics/496-kill-the-boer>; téléchargé le 05/08/2010).

⁴⁰ "We have not dealt with our history, says Zuma", <http://www.mg.co.za/article/2010-03-31-we-have-not-dealt-with-our-history-says-zuma>; téléchargé le 04/04/2010.

⁴¹ "Terre'Blanche killed after row with workers", <http://www.mg.co.za/article/2010-04-04-terreblanche-hacked-to-death-after-row-with-workers>; téléchargé le 04/04/2010.

⁴² <http://www.mg.co.za/article/2010-01-22-malema-dont-be-afraid-to-confront-issues-of-race>; téléchargé le 4/02/2010.

qu'elle a combattue⁴³ ; les noirs de la DA sont également stigmatisés dans le même registre : Joe Seremane, président (*chairperson*) de la DA a pour fonction de « sourire tout le temps à la patronne » et les jeunes de la DA ne sont que les « jardiniers » d'Helen Zille (DuPreez, Rossouw 2009 : 104, 109 ; Hassim 2009). Cette dernière a voulu l'affronter sur ce terrain en le traitant d'*inkwenkwe* (incirconcis en isiXhosa), « la pire insulte pour un homme Africain, surtout lorsqu'elle vient d'une femme blanche » réagit Justus Malema⁴⁴. Ces échanges d'amabilités se poursuivirent quelque temps⁴⁵ et provoquèrent des dissensions au sein même de l'ANC et de l'ANCYL, dont les remous finirent par atteindre Jacob Zuma. Le président ayant conseillé aux *leaders* de « penser avant de parler »⁴⁶, des dirigeants de l'ANC et de l'ANCYL le critiquèrent pour avoir adressé des remontrances publiques au responsable des jeunes⁴⁷. La direction de l'ANC ne put se mettre d'accord pour sanctionner Justus Malema et confia la décision à l'ANCYL...

Ces incidents ne sont pas simplement anecdotiques, ils forment un ensemble de signaux visibles indiquant qu'un certain nombre de contradictions qui parcourent la société sud-africaine depuis les années 1990 sont en train de s'exacerber. Les préjugés racistes n'ont en fait jamais disparus et ont été consolidés, pour les noirs par les inégalités persistantes, pour les blancs et, dans une certaine mesure, les *coloureds* et les Indiens, par les politiques publiques de discrimination positive et de BEE. Les noirs, notamment les Africains, perçoivent en majorité les blancs comme uniment racistes ; beaucoup de ces derniers croient encore que les Africains sont « primitifs » (Friedman, Erasmus 2008). Les mesures BEE ont ajouté une dimension à cette rémanence des stéréotypes en légitimant les actions entreprises sur une base de « race » et en faisant finalement de la couleur de peau un bien négociable sur le marché des aides publiques (Bentley, Habib 2008 : 10, 21).

Derrière la race, la classe ?

Mais la « race », telle qu'on la perçoit, la parle et la vit en Afrique du Sud, n'est jamais dissociable d'autres facteurs, l'analyse des élections de 2009 l'a encore démontré. La résurgence du discours racial doit donc être replacée dans un environnement où les tensions sociales, économiques et politiques s'aiguisent. La société sud-africaine est l'une des plus inégales au monde, environ la moitié de la population y vit au dessous du seuil de pauvreté (Southall 2009: 10) ; près d'un

⁴³ S'agissant d'Helen Zille, les accusations de racisme sont teintées de connotations sexistes ; selon l'ANCYL, par exemple, « elle a désigné un cabinet de bons à rien mâles, dont la majorité sont ses petits-amis et ses concubins de sorte qu'elle puisse continuer à coucher avec eux. » (she has appointed an all-male cabinet of useless people, majority of whom are boyfriends and concubines so that she can continue to sleep around with them (Hassim 2009 : 207).

⁴⁴ LETSOALO (Matuma), TABANE (Rapule), "Julius Malema: 'I live on handouts'", <http://www.mg.co.za/article/2010-03-26-julius-malema-i-live-on-handouts>; téléchargé le 04/04/2010.

⁴⁵ voir : Hassim 2009; MAJAVU (Anna), « Learn to distinguish between party, state □ ANC MPs told», *Sowetan* 8 mai 2009 : 4.

⁴⁶ "Zuma tells Malema to 'think before he speaks'", <http://www.mg.co.za/article/2010-04-10-zuma-tells-malema-to-think-before-he-speaks>; téléchargé le 27/04/2010.

⁴⁷ "ANC, youth league to meet about Malema", <http://www.mg.co.za/article/2010-04-19-anc-youth-league-to-meet-about-malema>; téléchargé le 27/04/2010.

quart subsiste grâce à des prestations sociales dont le niveau moyen est très faible ; deux tiers des salariés peuvent être considérés comme des travailleurs pauvres (Barchiesi 2009 : 50-51). Le chômage représente officiellement 23,5% de la main d'œuvre mais pourrait en atteindre 40%, les plus touchés étant les moins bien formés et les plus jeunes, donc surtout des Africains⁴⁸. Globalement, la part des salaires dans le revenu national est à son plus bas niveau depuis 1960 alors que celle des profits a atteint un sommet et que l'on a observé après 1990 une redistribution très importante des salaires vers les profits (Barchiesi 2009 : 50). Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le sentiment de frustration relative s'intensifie chez les pauvres (Southall 2009: 11). Des politiques de rééquilibrage racial (*racial redress*) ont bien été menées depuis 1994 qui ont permis une réduction relative de la pauvreté sans modifier radicalement sa répartition « raciale »⁴⁹, mais la contrepartie en a été l'élargissement des inégalités à l'intérieur des groupes, notamment chez les Africains où s'est formée une couche privilégiée de « diamants noirs » (*black diamonds*)⁵⁰, et ces dynamiques ont abouti, selon Kristina Bentley et Adam Habib, à une « réification des identités raciales » (Bentley, Habib 2008 : 24). La détérioration des conditions de vie ressentie récemment, aggravée par la récession dans laquelle est entrée le pays en juin 2009⁵¹, provoque un pessimisme croissant qui affecte également les perceptions des relations interraciales, en dépit de l'augmentation des interactions entre personnes appartenant à différents groupes (Hofmeyr 2008 : 11-15 ; Southall 2009: 19).

Aujourd'hui, associés au grand capital blanc dont l'influence s'est accrue depuis 1990 et qui a profité du désenclavement politique de l'Afrique du Sud pour s'internationaliser (Davies 2009: 93), on trouve des entrepreneurs africains, tels Patrice Motsepe, Cyril Ramaphosa, Saki Macozoma⁵². Dans l'ensemble, le capital africain s'est solidement installé dans le paysage économique sud-africain, même s'il demeure extrêmement minoritaire⁵³ et se trouve fréquemment lié au capital blanc⁵⁴.

⁴⁸ Voir: « Jobless nightmare », *Sowetan* 6 mai 2009 : 4 ; *Business Report* 6 mai 2009 : 17 ; DONNELLY (Lynley), « Job losses hit young, unskilled the hardest », *Mail & Guardian* 8 mai 2009 : 15.

⁴⁹ Selon le South African Institute of Race relations, sur les 250 000 Sud-africains qui ont un revenu annuel compris entre 500 000 et 750 000 rands, 69,27% sont blancs, 20,52%, africains, 8,5%, Indiens et 3%, coloureds ; PATHER (Sashni), "They're in the money", <http://www.timeslive.co.za/sundaytimes/article221601.ece> ; téléchargé le 27/04/2010.

⁵⁰ Passée dans le vocabulaire courant, l'expression *Black Diamonds* a été utilisée, et déposée comme marque, par L'institut Unilever de marketing stratégique de l'Université du Cap pour désigner ses enquêtes sur la bourgeoisie (*middle class*) noire; voir: <http://www.bizcommunity.com/PressOffice/PressRelease.aspx?i=114337&ai=29258>; téléchargé le 12/08/2010.

⁵¹ IDASA, *PIMS Pre-state of the nation statement*, <http://www.idasa.org.za/>, téléchargé le 19/10/2009.

⁵² LOTTER (Karen), "Who Owns Whom in South Africa, Saki Macozoma, Cyril Ramaphosa and Marcel Golding Join Rich List", http://south-africa.suite101.com/article.cfm/south_africas_who_owns_whom; téléchargé le 03/08/2010]

⁵³ Il compte pour 5,75% du capital coté à la bourse de Johannesburg mais cette part doit être ramenée à 1,6% si l'on tient compte de l'endettement sur lequel elle repose ; NTINGI (Andile), HLATSHWAYO (Buhle), « Blacks owns less than 2% of JSE », <http://www.citypress.co.za/Business/News/Blacks-own-less-than-2-of-JSE-20100327>, téléchargé le 12/08/2010.

Dans ce double mouvement d'émergence d'une bourgeoisie africaine et de renforcement du capital blanc, Rebecca Davies voit se dessiner constitution d'un bloc historique, au sens gramscien, qui réunirait les bourgeoisies noire et blanche, la petite-bourgeoisie africaine et sans doute une partie de la classe ouvrière organisée, bloc sud-africain lui-même intégré dans un bloc historique transnational néo-libéral (Davies 2009 : 12). Les partenaires de cette coalition économique non raciale partagent les grands principes idéologiques du néo-libéralisme mais fourbissent des projets parfois différents (Davies 2009 : 52-53, 67), donc susceptibles d'être pris en charge par des forces politiques concurrentes.

Les politiques BEE ont sans aucun doute stimulé le processus de constitution d'une bourgeoisie africaine, il ont également favorisé l'apparition d'une couche d'hommes et de femmes d'affaires qui ont créé grâce à l'emprunt des compagnies dont l'essentiel des revenus provient de l'obtention de marchés publics pour lesquels les procédures de passation sont loin d'être transparentes. Dans ces conditions, l'utilisation de positions d'influence au sein de l'ANC et de l'appareil d'État permet de bénéficier de traitements préférentiels. C'est par ce mécanisme que se sont enrichis ceux que l'on appelle les *tenderpreneurs* (entrepreneurs de marchés publics), liés aux *parastocrats*, « déployés » (selon le vocabulaire de l'ANC) dans les sociétés nationales (*parastatals*) par le parti dominant⁵⁵. Comme la crise a touché ces *tenderpreneurs* de plein fouet dans la mesure où les revenus de leurs entreprises ont diminué à un point tel qu'ils se trouvent en difficulté pour rembourser leurs emprunts, les marchés publics ont pris une place décisive dans leurs opérations⁵⁶. Le développement de cette bourgeoisie prédatrice a suscité quelques critiques émanant des milieux économiques, ainsi qu'en témoigne la diatribe publiée par Moeletsi Mbeki, frère de l'ancien président, chef d'entreprise et analyste économique, selon lequel en 1994 les milieux d'affaires sud-africains « [...] proposèrent de transférer une petite part de leurs actifs à des individus ayant joué un rôle dirigeant dans le mouvement de résistance noir, en contrepartie de quoi le fonctionnement de l'économie du pays ne serait pas essentiellement modifié. Il fut difficile aux dirigeants noirs de résister à cette offre de richesse instantanée, et cette cooptation de l'élite noire par les grands milieux d'affaires en vint à être connue comme la dévolution du pouvoir économique aux noirs (BEE) [...] La richesse des blancs privilégiés ainsi protégée grâce au BEE, les seules sources disponibles d'enrichissement pour la nouvelle élite économique noire se trouvèrent être les revenus de l'État. »⁵⁷ Un peu plus nuancé, Onkgopotse Tabane, homme d'affaire, proche du candidat Cope à la présidentielle, dénonce d'un côté la difficulté des dirigeants blancs à « épeler diversité », de l'autre le patronage politique, le népotisme et la figuration noire (*fronting tokenism*) dans les conseils d'administration⁵⁸. Parmi les politiques, le vice-

⁵⁴ MCGREGOR (Andrew), "Restrictions on BEE would be ridiculous", http://www.africanstatistics.co.za/Press%20Releases/Press%20Releases_.htm; téléchargé le 03/08/2010.

⁵⁵ « Report exposes extent of dodgy state tenders », *Business Report* 6 mai 2009 : 17; MONARE (Moshoeshoe), "Something rotten in parastatals", *The Sunday Independent* 15 novembre 2009: 10.

⁵⁶ NTINGI (Andile), « No more BEE on tap », *City Press Business* 3 mai 2009 : 1.

⁵⁷ MBEKI (Moeletsi), « Abolish destructive BEE policy now, or face SA being torn apart », *The Sunday Independent* 29 novembre 2009 : 14.

⁵⁸ TABANE (Onkgopotse JJ), « Throw BEE out ? What we need is to get it right », *The Sunday Independent* 6 décembre 2009: 11.

président Kgalema Motlanthe s'est singularisé en affirmant : « Nous devons reconnaître que la large base sociale sur laquelle aurait dû se construire le BEE ne s'est pas constituée. L'histoire de la dévolution du pouvoir économique aux noirs (BEE) a été, au cours de ces vingt-cinq dernières années, dominée par quelques individus qui en ont bénéficié encore et encore. »⁵⁹

Dans le champ politique, les différences d'intérêt entre les capitalistes blancs et noirs (entrepreneurs au sens marxiste), les *tenderpreneurs* et les salariés organisés ont engendré une lutte pour l'orientation de la politique économique. Au lendemain des élections, les partisans de Jacob Zuma avaient annoncé que son accession aux responsabilités n'entraînerait pas de révision drastique des orientations adoptées depuis 1996⁶⁰ ; la formation de son gouvernement, la présentation du budget, la nomination de Trevor Manuel, l'ancien ministre des Finances, à la tête de la Commission nationale de planification confirmèrent que la présence de la Cosatu et du SACP dans la coalition ayant soutenu Jacob Zuma et au gouvernement, n'y changerait rien, que la gauche ne « dicterait pas la politique économique »⁶¹. Jacob Zuma avait été porté au pouvoir par une alliance hétéroclite qui voulait avant tout abattre Thabo Mbeki ; elle rassemblait des capitalistes, des *tenderpreneurs* et les représentants du salariat organisé. Jacob Zuma, tant à Polokwane que pendant la campagne électorale, promit à chacun ce qu'il souhaitait : aux capitalistes, la continuité ; aux *tenderpreneurs*, la sollicitude de l'État ; à la gauche, des politiques sociales. À la tête du gouvernement, il s'efforça de tenir parole mais dut rogner sur les mesures en faveur des plus démunis qu'en l'absence de modification des orientations économiques seul l'emprunt pouvait financer. Au fil des mois, il apparut que sa capacité à unir des partenaires aux intérêts divergents s'émuoussait et, comme il avait annoncé sa décision de ne demeurer qu'un mandat à la tête du parti (donc probablement à celle de l'État), la lutte pour la politique économique se réorganisa dans la perspective du prochain congrès de l'ANC, prévu pour 2012 (Friedman 2009 : 120). À la base, le mécontentement, déjà fort avant les élections, s'amplifia lorsqu'il devint évident que les mesures sociales se feraient attendre ; il fut dirigé principalement contre les responsables des administrations territoriales mais manifestations et incidents parfois violents entretinrent un climat d'agitation politique délétère⁶². Dans ce contexte tendu, la coalition Zuma commença de se fissurer. Cosatu et SACP reprirent leurs critiques contre le gouvernement, allant jusqu'à

⁵⁹ "Economic transformation 'frustratingly slow'", <http://www.mg.co.za/article/2010-02-04-economic-transformation-frustratingly-slow>; téléchargé le 4/02/2010.

⁶⁰ « Social transformation will be speeded up, says Phosa », *Cape Times* 30 avril 2009: 1.

⁶¹ ROSSOUW (Mandy), DAVIE (Kevin), « Who holds the purse strings ? », *Mail & Guardian* 30 octobre 2009: 2; NGALWA (Sibisiso), « Left isn't dictating the ANC's policy, Zuma insists », *Saturday Star* 31 octobre 2010; DU PLESSIS (Karien), « ANC trumps bids by Cosatu, SACP to sideline Manuel », *Cape Times* 10 novembre 2009 : 5.

⁶² « SA's municipalities in 'state of paralysis' », <http://www.mg.co.za/article/2009-06-10-sas-municipalities-in-state-of-paralysis>, téléchargé le 4/02/2010 ; « Service-delivery protests a 'warning sign' for govt », <http://www.mg.co.za/article/2009-07-20-servicedelivery-protests-a-warning-sign-for-govt>, téléchargé le 4/02/2010; « SA hit by service-delivery protests », <http://www.mg.co.za/article/2009-07-22-sa-hit-servicedelivery-protests>, téléchargé le 4/02/2010].

reconnaître que le soutien à Jacob Zuma avait pu être une erreur⁶³ et des clivages se manifestèrent au sein du SACP dont certains membres souhaiteraient qu'il se dégage complètement de son alliance avec l'ANC⁶⁴. L'ANCYL, dont les connivences avec le Black Management Forum sont apparues notamment à propos de la polémique sur la direction de la compagnie d'électricité Eskom, n'a pas hésité, on l'a vu, à critiquer le président et jouit de soutiens solides au sein même de la direction de l'ANC. À défaut de pouvoir entamer immédiatement la course à la prochaine élection présidentielle, le secrétariat général du parti devenu est devenu l'enjeu politique des luttes internes à l'ANC. Le remplacement de Gwede Mantashe par Fikile Mbalula, ancien dirigeant de l'ANC et secrétaire d'État à la police⁶⁵ est l'une des hypothèses qui permettraient de neutraliser la Cosatu et le SACP, et de fournir une rampe de lancement à la faction « populiste et africaniste » dont Julius Malema est le haut-parleur⁶⁶.

Après son élection, Jacob Zuma, qui ne dispose pas de véritable marge de manœuvre en matières économique et sociale, s'est très rapidement efforcé de se protéger: en renforçant son influence dans l'appareil judiciaire par la nomination d'amis politiques aux postes de Procureur général et de directeur de la Commission sud-africaine des droits de l'homme⁶⁷, en faisant adopter des lois qui pourraient permettre de museler la presse⁶⁸ et en présentant un projet d'amendement à la constitution qui autoriserait le gouvernement national à intervenir dans le fonctionnement des municipalités⁶⁹. Ces mesures qui visent à renforcer la centralisation du pouvoir autour de l'exécutif (un des griefs qui avaient été faits à Thabo Mbeki) ont pour conséquence, dans une situation de parti dominant où le parlement se borne de plus en plus à enregistrer malgré les interventions de la DA et

⁶³ ROSSOUW (Mandy), LETSOALO (Matuma), "Zuma and Cosatu: The end of the affair", <http://www.mg.co.za/article/2010-02-19-zuma-and-cosatu-the-end-of-affair>, téléchargé le 19/02/2010.

⁶⁴ NGALWA (Sibusiso), « Will renegade reds destabilise the mother ship », *The Sunday Independent* 6 décembre 2009 : 15; JARA (Mazibuko K.), "SACP seeks united front among the Left to effectively challenge capitalism", *The Sunday Independent* 20 décembre 2009: 10. Une telle rupture coûterait cher au SACP dont les finances sont en très mauvais état et que soulage grandement la rémunération de ses militants élus et ministres : MATLALA (George), « SACP to revisit its role in government », *City Press* 6 novembre 2009 : 4. Par ailleurs, les dirigeants de la gauche ayant été cooptés dans les nouvelles élites dirigeantes, leurs revenus et leurs styles de vie ont contribué à les éloigner de la base ; le salaire de Zwelinzima Vavi, secrétaire general de la COSATU, équivaut à près de 32 fois celui d'un ouvrier agricole (« Vavi defends his 100% salary increase », *Cape Times* 4 novembre 2009 ; <http://www.mywage.co.za/main/minimum-wages/bargaining-council-minimum-wages>; téléchargé le 03/08/2010) et Gwede Mantashe, qui cumule les fonctions de *chairman* du SACP et de secrétaire général de l'ANC est connu pour son train de vie luxueux (*Mail & Guardian* 18 décembre 2009 : 2).

⁶⁵ Qui s'est signalé en donnant aux policiers la consigne de « tirer sur les bâtards et de tirer pour tuer »,

http://www.iol.co.za/index.php?set_id=1&click_id=15&art_id=vn20080410054646122C815080, téléchargé le 03/08/2010 ; MBALULA (Fikile), "Asmal's attack on ANC smacks of double standards, chauvinism", *The Sunday Independent* 1er novembre 2009: 4.

⁶⁶ ROSSOUW (Mandy), « The end of the left as we know it », *Mail & Guardian* 27 novembre 2009 : 4.

⁶⁷ BASSON (Adriaan), ALCOCK (Sello), « The case against Simelane », *Mail & Guardian* 4 décembre 2009 : 3; « Whose rights are they, anyway ? », *Mail & Guardian* 11 décembre 2009 : 18.

⁶⁸ « We must guard our freedom », *Sunday Times* 3 mai 2009 : 12; « Information Bill like 'apartheid-era legislation' », <http://www.mg.co.za/article/2010-07-19-information-bill-reminiscent-of-apartheid-era-legislation>, téléchargé le 19/07/2010.

⁶⁹ www.info.gov.za/view/DownloadFileAction?id=102849, téléchargé le 19/10/2009 ; IDASA, *PIMS Pre-state of the nation statement*, <http://www.idasa.org.za/>, téléchargé le 19/10/2009.

des ID⁷⁰, d'accroître le pouvoir de la direction de l'ANC : depuis le congrès de Polokwane, le parti tient en laisse l'exécutif qui domine le parlement (Daniel 2009 : 273). Elles pourraient donc un jour faciliter la prise de pouvoir de Fikile Mbalula, de Julius Malema et de leurs amis.

Dans l'immédiat, alors que le gouvernement est incapable de tenir ses promesses vis à vis des plus pauvres, donc de la majorité de la population, et que les principaux partis ne peuvent proposer des politiques sociales et économiques très nettement différenciées⁷¹, la « race » permet de tracer des lignes de clivage facilement repérables entre camps rivaux. Son utilisation par l'ANCYL, certains dirigeants de l'ANC, le Black Management Forum désigne comme ennemi à la fois le grand capital et la gauche. Le discours qui est qualifié en Afrique du Sud d'« africaniste » cherche à combler la faille entre le gouvernement et une majorité désenchantée (Davies 2009 : 70) et il apparaît effectivement que nombre de jeunes Africains dont le sort ne s'est pas amélioré sont attirés par l'irrespect, le sens de la provocation et la démagogie de Julius Malema (DuPreez, Rossouw 2009 : 28). Ce dernier joue le rôle de fer de lance d'une tendance *tenderpreneurs* - « africanistes » et recourt au discours racial dirigés contre les blancs afin de recueillir, au bénéfice de la bourgeoisie prédatrice, le soutien d'une majorité réunie par le mécontentement et la frustration relative. Alors que Jacob Zuma se sent fragilisé, les diatribes de l'ANCYL permettent de dévier le mécontentement : sur les autorités municipales, sur les blancs en général, en certains cas sur la gauche, sans remettre en cause pour le moment l'alliance historique entre le grand capital et l'État. D'où les hésitations du président vis à vis du chef de l'ANCYL, un jour considéré comme ayant les qualités pour devenir président du parti⁷², un autre critiqué pour parler à tort et à travers et affirmer son intention de ne pas respecter des décisions de justice⁷³. Quant aux revendications de nationalisation (qui ne toucheraient pas les entreprises BEE) des mines et de la terre, le président et le ministre du Développement rural et de la Réforme foncière ont déclaré qu'elles n'étaient pas à l'ordre du jour, sans pourtant que la possibilité en soit totalement exclue⁷⁴ ...

Julius Malema compte lui-même au nombre des *tenderpreneurs* : son influence politique dans le Mpumalanga⁷⁵ lui a permis d'y bénéficier, directement ou indirectement, d'un grand nombre de marchés publics⁷⁶. Ses convergences avec le

⁷⁰ KGOSANA (Caiphus), « How is Parliament shaping up ? », *The Sunday Independent* 22 novembre 2009 : 15.

⁷¹ Les oppositions, principalement la DA et les ID, attaquent surtout la corruption et l'inefficacité du pouvoir ANC ; le Cope, lui, est apparu du point de vue des projets comme un clone de l'ANC.

⁷² « Bizarre claim », *Sowetan* 27 octobre 2009 : 12.

⁷³ "Zuma tells Malema to 'think before he speaks'", <http://www.mg.co.za/article/2010-04-10-zuma-tells-malema-to-think-before-he-speaks>, téléchargé le 27/04/2010.

⁷⁴ "Nationalisation is not govt policy, says Zuma", <http://www.mg.co.za/article/2010-02-16-nationalisation-is-not-govt-policy-says-zuma>, téléchargé le 19/02/2010; "No intention to nationalise land, says minister", <http://www.mg.co.za/article/2010-03-25-no-intention-to-nationalise-land-says-minister>, téléchargé le 27/04/2010.

⁷⁵ "Limpopo's kingmaker has finger in every pie", *Sunday Times* 21 février 2010.

⁷⁶ "Malema's lifestyle sponsored by govt tenders", <http://www.mg.co.za/article/2010-02-21-malemas-lifestyle-sponsored-by-govt-tenders>, téléchargé le 22/02/2010 ; NAIDU (Buddy), PILISO (Simpiwe), "How Malema made his millions, ANCYL president benefits handsomely from state tenders", <http://www.timeslive.co.za/sundaytimes/article318330.ece>, téléchargé le 22/02/2010.

Black Management Forum ne sont donc pas accidentelles. Cette organisation, fondée en 1976, se donne pour but « de peser sur la transformation du pays » et surveiller, dans cette perspective, l’Afrique du Sud des grandes compagnies (*corporate South Africa*)⁷⁷. Elle dénonce tout discours, toute mesure donnant à penser que l’enrichissement des noirs pourrait être illégitime, notamment les contrôles effectués sur la base des modes de vie (*lifestyle audits*) demandés par la Cosatu. Au plaidoyer prononcé par Julius Malema au nom des nouveaux nantis : « Nous sommes l’élite que l’ANC a délibérément créée dans le cadre d’une politique visant à combler le fossé entre les blancs et les noirs dans ce pays. C’est l’ANC qui a fait que, en tant que membres de cette élite, quelques uns d’entre nous ont maintenant les moyens de vivre dans les banlieues [chics] »⁷⁸ fait écho l’argumentaire développé par Tembakazi Mnyaka, vice-président du BMF : « Au lieu de poser les problèmes dans l’intérêt public national, la tendance a été de présenter toute fortune noire comme sujette à caution. Ce faisant, ceux qui diffusent cette idée, cherchent à réduire au silence l’élite et la classe moyenne noires émergentes. »⁷⁹

Les sentiers de dépendance au carrefour de la « race »

La « carte raciale » abattue dans le débat public par Julius Malema, l’ANCYL, le BMF et quelques autres acteurs possède une signification lourde, chargée d’émotion, empreinte des souffrances qui ont marqué trois siècles et demi d’histoire sud-africaine. La suprématie politique blanche, que l’apartheid rendit encore plus brutale, a été abattue en 1994 ; l’économie est toujours dominée par des blancs, mais ils se sont « globalisés » et sont entrés en alliance avec les nouveaux maîtres de l’État et les entrepreneurs Africains qui ont pu accumuler du capital à la faveur des changements survenus ces vingt dernières années. Les inégalités se sont creusées, un peu chez les blancs, énormément chez les Africains et la vie quotidienne n’a guère changé pour la grande majorité des Sud-africains. Les pauvres, Africains et *coloureds* pour la plupart, demeurent cantonnés dans leurs townships, condamnés à des écoles de médiocre qualité, sans le plus souvent bénéficier de services sanitaires et sociaux à la mesure de leurs besoins. Ils demeurent isolés et n’ont guère l’occasion de côtoyer des membres d’autres groupes. Chez les riches, les situations sont plus diverses. Beaucoup de blancs continuent à vivre entre eux, parfois dans des lotissements fortifiés où seuls les gardes de sécurité ont une peau foncée. D’autres ont conservé leur domicile dans des quartiers où les nouvelles élites noires ont pu s’établir. Dans tous les cas, dirigeants d’entreprise et cadres noirs et blancs doivent se rencontrer, collaborer sur les lieux de travail. Ils fréquentent à l’occasion les mêmes restaurants, les mêmes boîtes de nuit. Leurs enfants sont inscrits aux mêmes écoles d’excellence (les *ex-Model C Schools*), travaillent, jouent, font du sport ensemble ; ils apprennent à se connaître. Il n’en reste pas moins que les résultats

⁷⁷ http://www.bmfonline.co.za/index.php?option=com_content&view=article&id=47&Itemid=53, téléchargé le 03/08/2010.

⁷⁸ NAIDU (Buddy), PILISO (Simpiwe), “How Malema made his millions, ANCYL president benefits handsomely from state tenders”, <http://www.timeslive.co.za/sundaytimes/article318330.ece>; téléchargé le 22/02/2010.

⁷⁹ “BMF: Calls for lifestyle audits mask 'racist narrative'”, <http://www.mg.co.za/article/2010-03-23-bmf-calls-for-lifestyle-audits-mask-racist-narrative>; téléchargé le 10/08/2010.

des enquêtes menées pour le « baromètre de la réconciliation » de l'Institut pour la justice et la réconciliation ne sont que modérément encourageants. Certes, ils enregistrent que les occasions de contact entre personnes appartenant à des groupes différents se sont multipliées entre 2004 et 2008, mais ils indiquent aussi que « l'exposition accrue aux autres n'a pas automatiquement entraîné une meilleure compréhension entre personnes d'origines différentes. » (Hofmeyr 2008 : 15)

La « race », enracinée dans l'histoire, continue donc d'être un des traits structurants de la société sud-africaine. D'autant plus qu'elle entre en synergie avec d'autres continuités. Les sentiers de dépendance qui mènent sans discontinuité à l'Afrique du Sud des années 2000 sont en effet nombreux : les tendances autoritaires du pouvoir politique, même si la constitution de 1996 a institué des mécanismes solides pour les contenir ; les liens entre pouvoir et privilèges⁸⁰ ; la violence politique entretenue par les pouvoirs racistes mais également héritée de « la tradition d'autoritarisme militaire de l'ANC clandestin. » (Mangcu 2009 : 44)⁸¹ La crise, un temps amortie par la solidité du secteur bancaire sud-africain et par les grands travaux entrepris à l'occasion de la coupe du monde de football, se fait plus durement sentir. Elle aiguise les contradictions auxquelles sont confrontés les segments de la bourgeoisie sud-africaine apparus depuis les années 1990. Si le socle des pouvoirs est toujours constitué par l'alliance du grand capital (auquel participent désormais des entrepreneurs noirs) et de l'État, l'émergence des *tenderpreneurs* associés aux *parastocrats* a créé une situation de concurrence inédite. Ces derniers, largement dépendants des marchés publics, souhaitent un État qui incline encore davantage vers eux et adopte des politiques susceptibles de faciliter à leur profit un transfert des avoirs du grand capital privé, objectif que visent les revendications de nationalisation et le soutien à certains cadres controversés des entreprises nationales. Un changement d'orientation en ce sens se heurte pourtant à une difficulté majeure : si l'État s'aliène le soutien du grand capital, ses ressources risquent fort de se tarir. Jacob Zuma et une partie de la direction de l'ANC en sont probablement conscients. D'une part, ils ne veulent pas briser le « bloc historique » dont ils sont l'armature politique ; de l'autre, les harangues de Julius Malema et de l'ANCYL, jouant sur les méfiances de « race » toujours profondément ancrées dans la société sud-africaine, aident à diriger le mécontentement croissant vers d'autres cibles que les responsables du pouvoir national. Le président et la direction de l'ANC doivent donc gagner du temps, pendant lequel ils s'emploient à renforcer l'exécutif. La « carte raciale jouée à tout moment »⁸² sert d'atout dans le jeu politique, d'autant

⁸⁰ Il est significatif sur ce plan que le Ministerial Handbook qui définit les avantages matériels dont bénéficient les membres du gouvernement n'ait pas été modifié après 1994 ; voir : MAJAVU (Anna), « Bling cars not an issue », *Sowetan* 29 octobre 2010 ; KLEIN (Marcia), « State fat cats are coining it... with your money », *Business Times* 1^{er} novembre 2009 :1. Par ailleurs les rémunérations des hauts dirigeants des entreprises publiques continuent d'être très élevées, MONARE (Moshoeshoe), «Something rotten in parastatals», *The Sunday Independent* 15 novembre 2009: 10.

⁸¹ Dont on voit la trace dans des chansons présentées comme issues de la lutte de libération, que ce soit l'hymne de Jacob Zuma, *Umshini Wami* (Que l'on apporte ma mitrailleuse), ou *Ayasab' amagwala / Aw dubul'ibhunu* (Les couards tremblent / Tirez sur le boer) utilisé par Julius Malema, ou encore dans l'intention affichée par ce dernier de « tuer pour Zuma » s'il le fallait et l'ordre de « tuer les bâtards » donné par Susan Shabangu, alors secrétaire d'État à la Sécurité, et repris par Fikile Mbalula.

⁸² FEBRUARY (Judith), «The Eskom debacle marked an important shift in the discourse about race», *Cape Times* 19 novembre 2009: 11.

plus que, si l'ANC a tendance à s'homogénéiser, à devenir plus africain, l'opposition ne parvient pas à changer la donne. Depuis les élections de 2009, le Cope, le plus multiracial des partis, se montre frappé d'entropie et ne paraît plus proposer aujourd'hui de solution envisageable pour remplacer, ou contrebalancer, l'ANC. Quant à la DA, sa porte-parole affirme : « Nous devons nous débarrasser du stigmate de parti blanc en répondant aux problèmes qui touchent tous les citoyens et la majorité noire, et c'est ce que nous faisons [...] Tout d'un coup, il est devenu acceptable pour un Sud-africain noir de ne pas voter pour l'ANC. Le stigmate qui y était attaché diminue, et c'est un grand progrès. »⁸³ Pourtant, en dépit du ralliement de personnalités non-blanches⁸⁴ et de l'ascension d'un petit nombre de responsables noirs⁸⁵, elle ne parvient pas à modifier son image de parti blanc, que la composition du gouvernement du Western Cape n'a fait que renforcer. Dans la mesure où la DA ne déroge pas aux grands principes néo-libéraux que partagent les tenants du « bloc historique », ses arguments de compétence, de dévouement et d'intégrité ne sont pas susceptibles de forger un projet de société inclusive qui se distinguerait idéologiquement de celui de l'ANC, et la « race » demeure la ligne de clivage la plus efficace pour opposer le parti dominant et l'opposition⁸⁶.

La « race » demeure ainsi un marqueur efficace dans le débat politique où il préserve une distinction entre l'ANC et la DA, tout en reléguant au second plan les affrontements entre segments de la bourgeoisie sud-africaine qui se déroulent dans l'État et dans le parti dominant (y compris dans sa Ligue de jeunesse). La fragilité de l'assise de Jacob Zuma tend à intensifier ces conflits. La bourgeoisie d'entrepreneurs doit s'efforcer de conserver l'ANC (ainsi que ses partenaires Cosatu et SACP) dans le « bloc historique », mais a besoin d'un solide contrepoids qui, pour le moment, ne peut être que la DA. Cosatu et SACP, représentants de la classe ouvrière organisée, ont sans doute réalisé qu'ils échoueraient à infléchir les politiques du gouvernement mais hésitent pour des raisons historiques, idéologiques et matérielles à oser leur autonomisation par rapport à l'ANC. De l'autre bord, la bourgeoisie prédatrice de *parastocrats* et *tenderpreneurs* a clairement affiché sa stratégie : prendre le pouvoir dans l'ANC, de manière à contrôler l'exécutif. Les pauvres, la majorité composée de travailleurs précaires, de travailleurs agricoles, de petits agriculteurs et de chômeurs sont les destinataires premiers du discours racial mais leurs intérêts ne sont plus guère défendus politiquement. Au-delà de la fluidité conjoncturelle qu'engendrent ces affrontements et ces contradictions, ce qu'ils révèlent est que l'Afrique du Sud est toujours tramée par des représentations raciales qui la conçoivent comme constituée de groupes séparés et empêchent de la penser comme mélange et brassages permanents. Empruntée à Jesse Jackson, reformulée par Desmond Tutu, « [...] l'image de l'arc-en-ciel est bien cela : des couleurs juxtaposées, qui forment un

⁸³ NDLANGISA (Sabelo), « Moving beyond race in politics », *City Press* 6 décembre 2009 : 4.

⁸⁴ Wilmot James, Rhoda Kadalie, Makhosazana Mdlalose (fille de Frank Mdlalose, un des fondateurs de l'IFP).

⁸⁵ Joe Seremane, président (*chairperson*) fédéral, Lindiwe Mazibuko (porte-parole), Barbara Rass, militante féministe *coloured* qui a quitté l'ANC pour la DA

⁸⁶ Même si se réalise l'alliance envisagée entre la DA et les ID, ces derniers ayant perdu beaucoup de leur petite influence et recrutant principalement parmi les *coloureds* (« De Lille sets deadline for merger talks », <http://www.mg.co.za/article/2010-07-25-de-lille-sets-deadline-for-merger-talks>; téléchargé le 05/08/2010).

magnifique ensemble mais restent bien distinctes. » (Gervais-Lambony 2009 : 83) On en entendit une expression minutieuse dans le discours prononcé en 1996 par Thabo Mbeki, « *I am an African* », qui réorganisait l'« africanité » de tous les Sud-africains en une liste de communautés maintenues séparées dans l'énonciation (Martin 2006). Une autre vision de l'Afrique du Sud a été proposée par Neville Alexander, ancien militant anti-apartheid emprisonné à Robben Island et spécialiste des questions linguistiques. Il part du constat que la « nation arc-en-ciel » crée une illusion de cohérence et d'unité qui « [...] se dissipe au premier contact avec l'amère réalité des divisions de race, de classe et de caste. » (Alexander 2001: 150). Il propose de la remplacer par la métaphore du grand Gariep (nom nama du fleuve Orange) : « Nous rêvons d'une Afrique du Sud qui serait comme le grand Gariep, formé de la confluence de différents affluents, venant de divers bassins, changeant constamment, étant en permanence modifiés par l'apparition de nouveaux affluents et par les remous émanant du fleuve qui, lui, coule majestueusement vers le grand océan de l'humanité. » (Alexander 1996 : 107) Il est à craindre que, tant que les représentations dominantes de la société sud-africaine n'auront pas été débarrassées d'une conception en groupes conjoints mais distincts et restructurées à partir d'une pensée du mélange et du partage, les acteurs du jeu politique pourront encore abattre une « carte raciale » sur la marqueterie toujours plus complexe des motivations du vote.

RÉFÉRENCES

ALEXANDER (Neville) 1996, "The Great Gariep: metaphors of national unity in the new South Africa", in: JAMES (Wilmot), CALIGUIRE (Daria), CULLINAN (Kerry) eds., *Now That We Are Free, Coloured Communities in a Democratic South Africa*, Cape Town, IDASA: 104-108.

ALEXANDER (Neville) 2001, "Language politics in South Africa", in : BEKKER (Simon), DODDS (Martine) & KHOSA (Meshack) eds., *Shifting African Identities*, Pretoria, Human Sciences Research Council: 141-152.

BARCHIESI (Franco) 2009, « That melancholic object of desire : Work and official discourse before and after Polokwane", *The Salon* 1: 50-54
[http://www.jwtc.org.za/resources/docs/Salon-1-pdfs/The_Salon_Vol_1.pdf;
téléchargé le 25/11/2009]

BENTLEY (Kristina), HABIB (Adam) 2008, "Racial redress, national identity and citizenship in post-apartheid South Africa", in Adam Habib, Kristina Bentley eds.: 3-32.

BOOYSEN (Susan) 2009, "Congress of the People: between foothold of hope and slippery slope", in Roger Southal, John Daniel eds.: 85-113.

BUTLER (Anthony) 2009, "The ANC's national election campaign 2009: Siyanqoba!", in: Roger Southal, John Daniel eds.: 65-84.

CHERRY (Janet) 2009, "Strategy, sacrifice or sour grapes? Cope versus ANC in the Eastern Cape", in Roger Southal, John Daniel eds.: 114-130.

DANIEL (John) 2009, "Glancing back, looking ahead: Tilting left? ", in Roger Southal, John Daniel eds.: 270-277.

DANIEL (John), SOUTHALL (Roger) 2009, "The national and provincial electoral outcomes: continuity with change", in Roger Southal, John Daniel eds.: 232-269.

DAVIES (Rebecca) 2009, *Afrikaners in the New South Africa, Identity Politics in a Globalised Economy*, London, I.B. Tauris Publishers.

DU PREEZ (Max), ROUSSOW (Mandy) 2009, *The World According to Julius Malema*, Cape Town, Kwela Books.

ELDRIGE (M.), SEEKING (Jeremy), 1996, "Mandela's lost province: The African National Congress and the Western Cape electorate in the 1994 South African elections", *Journal of Southern African Studies* 22 (4): 517-540.

FEBRUARY (Judith) 2009, "The electoral system and electoral administration", in Roger Southal, John Daniel eds.: 47-64.

- FERREE (Karen E.) 2006, "Explaining South Africa's racial census", *The Journal of Politics* 68 (4): 803-815
- FRANCIS (Suzanne) 2009, "The IFP campaign: Indlovu ayinsindwa kwabaphambili!", in Roger Southal, John Daniel eds.: 147-161.
- FRIEDMAN (Steven) 2004, « Why the vote : The issue of identity », *Electionsynopsis* 1 (2) : 2-4.
- FRIEDMAN (Steven) 2005, "A vote for some: South Africa's ten years of Democracy", in: PIOMBO (Jessica), NIJZINK (Lia) eds., *Electoral Politics in South Africa*, New York, Palgrave: 3-22.
- FRIEDMAN(Steven) 2009, « An accidental advance ? South Africa's 2009 elections », *Journal of Democracy* 20 (4) : 108-122
- FRIEDMAN (Steven), ERASMUS (Zimitri) 2008, "Counting on "race": What the surveys say (and do not say) about "race" and redress", in Adam Habib, Kristina Bentley eds.: 33-74.
- GERVAIS-LAMBONY (Philippe) 2009, *L'Afrique du Sud*, Paris, Le Cavalier bleu.
- GILBERT (Shirli) 2008 , "Singing against apartheid, ANC cultural groups and the international anti-apartheid struggle", in: OLWAGE (Grant) ed., *Composing Apartheid, Music for and Against Apartheid*, Johannesburg, Wits University Press : 155-184.
- GUELKE (Adrian) 1996, "Dissecting the South African miracle: African parallels", *Nationalism and Ethnic Politics* 2 (1): 141-154.
- HABIB (Adam), BENTLEY (Kristina) eds. 2008, *Racial Redress and Citizenship in South Africa*, Cape Town, HSRC Press.
- HASSIM (Shireen), "Godzille and the witches: Gender and the 2009 elections", in Roger Southal, John Daniel eds.: 195-214.
- HEÿN (Hans Maria) 2009, "South Africa's smaller parties (UDM,ACDP, ID and FF+): Searching for a role and fighting for survival", in Roger Southal, John Daniel eds.: 162-179.
- HOFMEYR (Jan) 2008, *SA Reconciliation Barometer 2008, 8th Round Media Briefing*, Cape Town, Institute for Justice and Reconciliation, 4 December
[<http://sabarometerblog.wordpress.com/barometer-survey/>; téléchargé le 25 novembre 2009]

HOROWITZ (Donald L.) 1985, *Ethnic Groups In Conflict*, Berkeley, University of California Press.

JOHNSON (R.W.), SCHLEMMER (Lawrence) eds. 1996, *Launching Democracy in South Africa: The First Open Election, April 1994*, New Haven, Yale University Press.

JOLOBE (Zwelethu) 2009, "The Democratic Alliance: Consolidating the official opposition", in Roger Southal, John Daniel eds.: 131-146.

MANGCU (Xolela) 2009, *The Democratic Moment, South Africa's Prospects under Jacob Zuma*, Auckland Park, Jacana.

MARTIN (Denis-Constant) 2006 , « Peut-on parler de créolisation à propos de l'Afrique du Sud ? Métissage, hybridité ou créolisation : comment (re)penser l'expérience sud-africaine ? », *Revue internationale des sciences sociales* 187: 173-194.

NAIDU (Sanusha) 2006, "Voting behaviour and attitudes in a post-apartheid South Africa", in: PILLAY (Udesh), ROBERTS (Benjamin), RULE (Stephen) eds., *South African Social Attitudes, Changing Times, Diverse Voices*, Cape Town, HSRC Press : 40-53

PETLANE (Tšoeu) 2009, "Azapo, MF, PAC, and UCDP: Searching for a role and fighting for survival", in Roger Southal, John Daniel eds.: 180-194.

RAMUTSINDELA (Maano) 2002, "Identity and voting trends in South Africa", in: *Public Attitudes in Contemporary South Africa, Insights from an HSRC Survey*, Cape Town, HSRC Press, 2002 : 47-62.

REYNOLDS (Andrew) ed. 1994, *Election '94 South Africa: The Campaigns, Results, and Future Prospects*, New York, St. Martin's Press.

REYNOLDS (Andrew) ed. 1999, *Election '99 South Africa: From Mandela to Mbeki*, New York, St. Martin's Press.

SCHULZ-HERZENBERG (Collette) 2009, "Trends in party support and voter behaviour, 1994-2009", in Roger Southal, John Daniel eds.: 23-46.

SOUTHALL (Roger) 2009, "Zunami! The context of the 2009 election", in Roger Southal, John Daniel eds.: 1-22

SYLVESTER (Julian) 2009, Opposition performance at the polls in 2009, Cape Town, Idasa [http://us-cdn.creamermedia.co.za/assets/articles/attachments/20949_opposition_in_election_2009.pdf ; téléchargé le 27/07/2010]

ELECTIONS 1994 - 2009

RÉSULTATS NATIONAUX en pourcentage des suffrages exprimés

| | COPE | ANC | NP/NNP | DP/DA | IFP | PAC | ID | UDM | Part.* |
|------|-------|---------------|--------|---------------|--------|-------|-------|-------|--------|
| 1994 | | 62,65% | 20,39% | 1,73% | 10,54% | 1,25% | | | nd.** |
| 1999 | | 66,35% | 6,8% | 9,56% | 8,58% | 0,71% | | 3,42% | 89,3% |
| 2004 | | 69,69% | 1,65% | 12,37% | 6,97% | 0,73% | 1,73% | 2,28% | 76,7% |
| 2009 | 7,42% | 65,90% | | 16,66% | 4,55% | 0,27% | 0,92% | 0,85% | 77,3% |

* participation en pourcentage des inscrits

** il avait été impossible de constituer des listes électorales avant les élections de 1994

RÉSULTATS DANS LE WESTERN CAPE

| | COPE | ANC | NP/NNP | DP / DA | IFP | PAC | ID | UDM |
|------|-------|---------------|---------------|---------------|-------|-------|-------|-------|
| 1994 | | 33,60% | 56,24% | 4,18% | 0,65% | 1% | | |
| 1999 | | 42,62% | 34,38% | 14,18% | 0,20% | 0,50% | | 3,07% |
| 2004 | | 46,11% | 9,44% | 26,9% | 0,23% | 0,46% | 7,97% | 1,85% |
| 2009 | 9,06% | 32,86% | | 48,78% | 0,06% | 0,24% | 4,49% | 0,77% |

RÉSULTATS DANS LE KWAZULU-NATAL

| | COPE | ANC | NP/NNP | DP / DA | IFP | PAC | ID | UDM |
|------|-------|---------------|--------|---------|---------------|-------|-------|-------|
| 1994 | | 31,61% | 15,76% | 1,61% | 48,59% | 0,62% | | |
| 1999 | | 39,77% | 3,96% | 9,76% | 40,45% | 0,28% | | 1,29% |
| 2004 | | 47,47% | 0,58% | 10% | 34,87% | 0,21% | 0,75% | 0,84% |
| 2009 | 1,55% | 63,97% | | 10,33% | 20,52% | 0,05% | 0,20% | 0,21% |

Sources : Independent Electoral Commission of South Africa

[<http://www.elections.org.za>] et Southall, Daniel 2009. Sur les précautions à prendre pour traiter ces chiffres, voir Southall, Daniel 2009 : xi.